



**REGLEMENT DE CONSULTATION  
N° B23-01514-EMA**

**Accord-cadre relatif au Lot F10 – Travaux divers de génie civil de seconde phase, internes aux bâtiments du Réacteur Jules Horowitz (RJH).**

**POUR VOTRE INFORMATION :**  
**Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, les offres papier ne sont plus recevables**

<b>Etapes de la procédure</b>	<b>Calendrier</b>
<b>Date limite de remise des candidatures et des offres</b>	<b>Le 15/09/2023 avant 15h30</b>
<b>Date de la visite</b>	<b>Le 17/07/2023 à 10h00 et / ou le 18/07/2023 à 10h30</b>

CHANTIER RJH  
Établissement de CADARACHE  
Centre d'études de CADARACHE  
BP 9 - 13115 SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE

**Direction Générale**  
**Projet RJH**  
**Supply Chain**

# SOMMAIRE

1. OBJET.....	3
2. DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
3. PROCEDURE.....	3
3.1. Généralités.....	3
3.2. Type de procédure.....	3
3.3. Cotraitance.....	4
3.4. Réunion préalable et visite sur site.....	4
3.5. Questions des soumissionnaires.....	4
3.6. Modifications/Complément au Dossier de Consultation .....	4
3.7. Variantes .....	4
4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE.....	4
4.1. Conditions de Prix .....	5
4.2. Contenu du dossier de Candidature.....	5
4.3. Contenu de l'offre.....	6
4.4. Validité de l'offre .....	6
4.5. Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché..	6
5. REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ELECTRONIQUES .....	7
5.1. Date limite de remise des candidatures et des offres électroniques.....	7
5.2. Forme de remise des candidatures et des offres électroniques .....	7
6. DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	7
6.1. Sous-traitance.....	8
6.2. Confidentialité.....	8
7. CONTRAINTES DE SECURITE .....	8
8. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	8
8.1. Sélection des candidatures.....	8
8.2. Jugement des offres .....	9
9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9
ANNEXE 1 - DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (PREMIER RANG) .....	10
ANNEXE 2 - DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE 2 <sup>ND</sup> RANG (OU PLUS) .....	20
ANNEXE 3 – GRILLE D'EVALUATION POUR LE CRITERE QUALITE – SANTE – SECURITE – ENVIRONNEMENT .....	29
ANNEXE 4 - ATTESTATION DE VISITE.....	31
ANNEXE 5 – JUGEMENT DES OFFRES : LISTE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE SOUMISSIONNAIRE DANS SON DOSSIER D'OFFRE .....	32
ANNEXE 6 - DECOMPOSITION GENERALE DES PRIX.....	35
ANNEXE 7 - COORDONNEES DU SOUMISSIONNAIRE .....	36

**REGLEMENT DE CONSULTATION  
N° B23-01514-EMA**

## **1. OBJET**

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de déroulement de la consultation relative aux travaux divers de génie civil de seconde phase, internes aux bâtiments du projet RJH, pour le compte du CEA Cadarache.

## **2. DOCUMENTS APPLICABLES**

La présente consultation est régie, par ordre de priorité décroissante, par les documents ci-après :

- les prescriptions de sécurité – sûreté nucléaire – radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation et ses annexes,
- le projet d'accord-cadre référencé B23-01514-EMA,
- les prescriptions techniques et leurs annexes :
  - o la spécification technique d'achat référencée TA-6781779 A
  - o la LDA référencée T A-6802311 A
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les documents relatifs :

- aux Conditions Générales d'Achat du CEA (Français et Anglais),
- aux Marchés spécifiques de sous-traitance,
- aux Marchés d'Assainissement radioactif et démantèlement nucléaire du CEA,

sont disponibles sur le site : [www.cea.fr](http://www.cea.fr) rubrique Entreprises

## **3. PROCEDURE**

### **3.1. Généralités**

Le CEA est soumis aux dispositions des textes en vigueur fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs.

Les conditions d'exécution du marché et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relatif à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

### **3.2. Type de procédure**

La procédure de passation retenue au titre de la présente consultation est la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert définie à l'article L.2124-2 du Code de la Commande Publique (ci-après désigné par CCP).

Conformément aux dispositions de cet article, **il est précisé qu'il n'y aura pas de phase de négociation après remise des offres.**

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure. Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'il aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du CCP,
- de ne pas donner suite à la consultation,

### 3.3. Cotraitance

La cotraitance est autorisée. La convention de groupement doit être remise avec l'offre.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les groupements seront des :

- ☒ Groupements Momentanés d'Entreprises Solidaires,  
ou
- ☒ Groupements Momentanés d'Entreprises Conjointes. Le mandataire devra être solidaire de toutes les entreprises membres du groupement.

### 3.4. Réunion préalable et visite sur site

Le soumissionnaire est tenu de se rendre sur place pour apprécier la technicité, la documentation, l'étendue des prestations à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail.

Une réunion préalable de présentation du dossier de consultation et de visite sur site est prévue :

**Le 17/07/2023 à 10h00 et / ou le 18/07/2023 à 10h30 au bâtiment \_\_\_\_.**

Le soumissionnaire devra prendre contact avec l'interlocuteur technique du CEA (coordonnées au paragraphe 9 infra) afin d'établir les formalités d'accès au site. Il est tenu de communiquer, au moins 5 jours ouvrés avant la date de la visite, les coordonnées de chaque participant.

Si le soumissionnaire est dans l'impossibilité de se rendre disponible à la date fixée, il doit prendre contact avec le correspondant technique du CEA, afin de convenir d'une autre date.

**Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre.**

Chaque soumissionnaire doit se munir de l'attestation de visite jointe en Annexe 4 à signer contradictoirement par le représentant du soumissionnaire et par le responsable CEA chargé de la visite.

### 3.5. Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires à l'issue des visites doivent être communiquées par écrit **via la plateforme PLACE**, au plus tard **dix (10) jours** avant la date limite de remise des offres.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

### 3.6. Modifications/Complément au Dossier de Consultation

Le CEA se réserve la possibilité d'apporter des modifications et/ou compléments au dossier de consultation après son envoi et au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres. Les soumissionnaires devront présenter leur offre sur la base du dossier de consultation ainsi modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3.7. Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

## 4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Tous les documents constituant ou accompagnant la candidature ou l'offre doivent être rédigés en langue française (ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté s'ils émanent d'une autorité étrangère).

#### **4.1. Conditions de Prix**

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités au paragraphe 2 du présent règlement de consultation.

#### **4.2. Contenu du dossier de Candidature**

##### **Présentation de la candidature :**

- le formulaire DC1 (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent
  - le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent.
- Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :
- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe.
  - la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

##### **Capacité économique et financière :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

##### **Capacité technique et professionnelle :**

- Une liste détaillée de références à des prestations équivalentes au cours des cinq dernières années dans le domaine du nucléaire avec utilisation du RCCG EDF, ouvrages classé de sûreté etc., assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, afin de justifier l'expérience acquise et les points forts à valoriser pour la présente mission.  
Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
- L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et (lorsqu'il s'agit de marchés publics de travaux) auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- L'indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public ;
- L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public ;
- Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques.

Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
- Lorsque les produits ou les services à fournir sont complexes ou que, à titre exceptionnel, ils doivent répondre à un but particulier, un contrôle effectué par le CEA l'acheteur ou, au nom de celui-ci, par un organisme officiel compétent du pays dans lequel le fournisseur ou le prestataire de services est établi, sous réserve de l'accord de cet organisme ; ce contrôle porte sur les capacités de production du fournisseur ou sur la capacité technique du prestataire de services et, si nécessaire, sur les moyens d'étude et de recherche dont il dispose ainsi que sur les mesures qu'il prendra pour contrôler la qualité ;
- Les certifications de qualité. Ces certificats, délivrés par des organismes indépendants, sont fondés sur les normes européennes et certifiés par des organismes accrédités.

L'acheteur accepte les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres. Lorsqu'un opérateur économique n'a pas la possibilité d'obtenir ces certificats dans les délais fixés pour des motifs qui ne lui sont pas imputables, l'acheteur accepte d'autres mesures équivalentes pour autant que l'opérateur économique concerné établisse que les mesures proposées sont équivalentes à celles requises.

#### **Cotraitance :**

Dans le cas d'une candidature déposée par un groupement, chaque membre du groupement doit produire un dossier de candidature comprenant l'ensemble des documents énoncés dans l'avis de marché.

#### **Sous-traitance :**

- La liste des sous-traitants envisagés, ainsi que l'opération sous-traitée.
- Les formulaires de demande d'acceptation préalable des sous-traitants (pour chacun d'eux), conformes aux modèles joints en Annexe 1 et Annexe 2.
- La nature, le volume et le montant des prestations sous-traitées.
- Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

### **4.3. Contenu de l'offre**

L'acceptation de l'offre est assujettie à la remise de l'intégralité des documents listés en Annexe 5 du présent règlement de consultation.

La liste des documents n'est pas exhaustive et le candidat peut produire tout autre document qu'il jugerait nécessaire pour étayer et appuyer son offre.

Ces documents seront présentés conformément aux rubriques spécifiées dans cette annexe.

A l'intérieur de chaque dossier, les documents seront également présentés en respectant l'arborescence et la numérotation spécifiée dans cette dernière.

### **4.4. Validité de l'offre**

L'offre est valable 12 mois à compter de la date limite de remise des offres.

### **4.5. Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché**

Conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du CCP, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.



## **5. REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ELECTRONIQUES**

### **5.1. Date limite de remise des candidatures et des offres électroniques**

Les offres des soumissionnaires devront être remises au plus tard le **15/09/2023 avant 15h30**.

**Tout dossier reçu après cette date sera écarté d'office.**

### **5.2. Forme de remise des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des soumissionnaires devront être transmises à l'adresse indiquée ci-après :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### Conditions d'utilisation et prérequis techniques :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur PLACE. Pour cela, il faut vous munir de votre numéro de SIRET. Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Si vous aviez déposé des documents dans le coffre-fort électronique du portail des marchés du CEA, il faudra les reporter dans PLACE.

Pour toute question, vous pouvez vous référer à la rubrique Aide de PLACE ou contacter le support au :

**Hotline : 01.76.64.74.07**

#### Remise d'une candidature et d'une offre au format électronique :

L'enveloppe de candidature et l'enveloppe d'offre doivent être au format .zip contenant respectivement les éléments mentionnés dans l'avis de marché et le présent règlement de consultation.

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier, par exemple : offre-technique.pdf

- Le nom donné à l'enveloppe électronique de candidature sera : candidature-nomsociete-B23-01514-EMA.zip
- Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera : offre-nomsociete-B23-01514-EMA.zip

#### Possibilité de remettre une copie de sauvegarde (facultatif) :

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique, soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde sera détruite à l'issue de la procédure si elle n'a pas été utilisée.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci sera écartée.

La copie de sauvegarde devra être envoyée dans les délais impartis pour la remise des offres à l'adresse indiquée ci-après :

#### **CEA/Cadarache**

Service des marchés et achats – Bât 122  
13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE Cedex

**A l'attention de Eva MARRARA**

Elle sera remise sous double enveloppe cachetée composée :

- d'une enveloppe extérieure sur laquelle sera mentionnée l'adresse du CEA indiquée ci-dessus,
- d'une enveloppe intérieure, portant le nom du soumissionnaire et la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - CONSULTATION – B23-01514-EMA – NE PAS OUVRIR** », en lettres capitales.

La copie de sauvegarde pourra être transmise par courrier ou déposée par porteur au guichet d'accueil du Service des marchés et achats – Bât.122 – dans le strict respect du délai mentionné ci-dessus et contre remise d'un récépissé. Pour déposer une copie de sauvegarde, le porteur doit disposer d'un avis de rendez-vous fait auprès de l'acheteur dont les coordonnées figurent au paragraphe 9 infra. Cette demande d'avis de rendez-vous doit être établie au minimum 7 jours ouvrés avant la date de dépôt de l'offre.

**Tout dossier ne respectant pas le formalisme du paragraphe 5.2 pourra être écarté.**

## **6. DISPOSITIONS PARTICULIERES**

## **6.1. Sous-traitance**

Si un soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) concerné(s) à l'acceptation du CEA sur la base des formulaires joints en Annexe 1 et Annexe 2. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant(s) proposé(s).

## **6.2. Confidentialité**

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou aux Installations Nucléaires de Base (INB).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

## **7. CONTRAINTES DE SECURITE**

### **Marchés sensibles avec enquête administrative (sur avis de l'Officier de sécurité du centre) :**

Ce marché est un marché sensible.

Les candidats doivent impérativement fournir :

- soit un avis favorable de l'enquête administrative en cours de validité ;
- soit un dossier de demande d'enquête administrative dûment complété (dossier disponible aux coordonnées suivantes : Tél : 04 42 25 48 48 ; Mail : [habilitationAAPCCadarache@cea.fr](mailto:habilitationAAPCCadarache@cea.fr)).

L'avis favorable ou le dossier de demande d'enquête administrative doit être envoyé par mail à l'adresse mail indiquée ci-dessus impérativement avant la date figurant au point IV.2.2 de l'Avis de Marché.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentanée d'Entreprises ou de sous-traitants pressentis par le candidat audit marché.

A défaut d'avoir fourni et complété les pièces demandées dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'enquête administrative pour le présent marché et à sa candidature.

## **8. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **8.1. Sélection des candidatures**

Afin de s'assurer que les candidats disposent des capacités juridique, économique, financière et technique suffisantes pour assurer la prestation, le CEA procédera à l'analyse et à la sélection des candidatures conformément aux critères de jugement des candidatures suivants :

- Capacité professionnelle au travers notamment des compétences dans des prestations équivalentes à celles de la présente consultation ;
- Capacité financière tel que prévu par les articles R.2142-6 à R.2142-12 du CCP.



## 8.2. Jugement des offres

L'offre sera analysée conformément aux critères pondérés de sélection suivants :

- **Critère 1 :**  
**Prix 50 % :** Prix total calculé suivant le scénario de la décomposition générale des prix décrit dans le BGP.
- **Critère 2 :**  
**Méthodologie 20 % :** Pertinence de la description et de la justification des méthodologies qui seront mise en place pour la réalisation des opérations techniques de l'accord-cadre (recommandations techniques particulières de réalisation, procédures, liste des éventuels points durs d'ordres techniques). L'évaluation de ce critère est basée sur l'analyse et la compréhension du dossier technique remis par les soumissionnaires, constitué des documents spécifiés à l'annexe 5.
- **Critère 3 :**  
**Organisation 20 % :** Organisation et maîtrise de la prestation prenant en compte les aspects qualification et l'expérience du personnel, ainsi que la disponibilité et souplesse d'adaptation jugé à travers les moyens mis en place pour respecter les délais de mobilisation. L'évaluation de ce critère est basée sur l'analyse et la compréhension du dossier technique remis par les soumissionnaires, constitué des documents spécifiés à l'annexe 5.
- **Critère 4 :**  
**Aspects QHSE 10 % :** Pertinence de l'organisation QHSE proposée et de l'amélioration continue des dispositions mises en œuvre pour assurer la réalisation en sécurité des opérations objets du marché.

## 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié de s'adresser :

En ce qui concerne la partie technique :

Nom : MAS Julien

Email : julien.mas@cea.fr

Tél : 07.88.64.73.80

En ce qui concerne la partie commerciale :

Service des marchés et achats

Nom : MARRARA Eva

Email : eva.marrara@cea.fr

Tél : 04.65.04.85.73

Informations PLACE **Christel DAGUT-PAVAGEAU** - Tél 04.42.25.23.79

## Annexe 1 - DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (premier rang)



www.cea.fr

### FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (DAST) DE RANG 1

(à remplir par le Titulaire du marché ou le soumissionnaire sauf la rubrique 7 qui doit être remplie par le sous-traitant)

Version du 20/01/2023

Référence du marché CEA : .....

Ce formulaire de demande d'acceptation est destiné à présenter le sous-traitant et les prestations sous-traitées.

Il a également pour objet de soumettre à l'agrément du CEA les conditions de paiement direct du sous-traitant de rang 1 uniquement.

En cas de pluralité de sous-traitants, il est établi un formulaire par sous-traitant.

Le sous-traitant n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'il a déjà transmis à l'unité achat du CEA dont dépend l'acheteur dans le cadre d'une précédente demande d'acceptation de sous-traitance (DAST) et qui demeurent valables. Dans ce cas, le sous-traitant devra préciser la référence de ladite DAST.

Pour une première demande ou si les documents justificatifs ne sont plus valables, le présent formulaire devra être complété dans son intégralité. Si ce n'est pas le cas, il ne pourra pas être validé par le CEA. Le sous-traitant ne sera donc pas accepté.

Cocher l'une des cases ci-dessous :

- ☐ Si la demande intervient **avant la notification du marché**, le présent formulaire vaut demande d'acceptation du sous-traitant.
- ☐ Si la demande intervient **après la notification du marché** :
  - ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance ;
  - ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance modificatif si la demande initiale a été modifiée.

TA-6547318 F

1/10

**1 - MARCHÉ CONCERNE**

DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE DU MARCHÉ (OU DU SOUMISSIONNAIRE) : .....

OBJET DU MARCHÉ : .....

REFERENCE DU MARCHÉ : .....

MARCHÉ DE DEFENSE OU DE SECURITE : ☐ OUI ☐ NON

MARCHÉ SENSIBLE : ☐ OUI ☐ NON

MARCHÉ CLASSIFIÉ : ☐ OUI ☐ NON

SI OUI : ☐ SANS DETENTION  
☐ AVEC DETENTION

NIVEAU : ☐ SECRET  
☐ TRES SECRET

SPECIAL FRANCE :  
☐ OUI  
☐ NON

PREALABLE :

Le Plan Contractuel de Sécurité signé entre le CEA et le titulaire doit avoir été modifié pour y intégrer le(s) sous-traitant(s) en précisant les activités confiées.

Le titulaire du marché doit rédiger un Plan Contractuel de Sécurité avec son (ses) sous-traitant(s) qui doit être validé par le CEA.

*Si le marché rentre dans un des trois cas visés ci-dessus, joindre la pièce n° 6 figurant dans la rubrique n° 8 du présent document (décision d'habilitation ou avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale).*

INTERVENTION SUR UN SITE DU CEA : ☐ OUI ☐ NON

OBJET DE L'AVENANT N°1 : .....

OBJET DE L'AVENANT N°2 : .....

OBJET DE L'AVENANT N°3 : .....

OBJET DE L'AVENANT N° : .....

NOM DU CLIENT		Montant des prestations en K€ (mention facultative)	PRESTATIONS (Date, lieu, objet)
1			
2			
3			

3/10



**LE SOUS-TRAITANT EMPLOIE DES SALARIES DETACHES TRANSNATIONAUX**

☐ OUI    ☐ NON

*Si oui, joindre la pièce n° 5 figurant dans la rubrique n° 8 du présent document.*

*Il est rappelé au Titulaire qu'il est tenu de demander au sous-traitant la communication des pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ainsi que les salariés français détachés en France par leur société étrangère (ne nécessitant pas d'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail).*

**3- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES (reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)**

Nature de la prestation sous traitée : .....

Niveau de sensibilité de la prestation sous traitée :		
Aucune : <input type="checkbox"/>	Sensible : <input type="checkbox"/>	Classifié : <input type="checkbox"/> Secret <input type="checkbox"/> Très secret <input type="checkbox"/>  Sans détention <input type="checkbox"/> Avec détention <input type="checkbox"/>

Le sous-traitant dispose-t-il d'une habilitation: <input type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non				
Si oui, niveau d'habilitation	<input type="checkbox"/> Secret	<input type="checkbox"/> Très secret	<input type="checkbox"/> Sans détention	<input type="checkbox"/> Avec détention

**■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Les données sont hébergées (indiquer le lieu) : .....

L'autorité chef de file est la CNIL.

Les flux transfrontières : .....

☐ OUI.  
☐ NON

TA-6547318 F

4/10

**Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant**

Le sous-traitant s'engage à respecter la Décision de la Commission du 5 février 2010 relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers en vertu de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil.

**Extraterritorialité ou Clause de « Cloud Act »**

En cas de requête, par les autorités américaines et ou toute autorité extraterritoriale, pour accéder aux données traitées dans le cadre du marché, sur le fondement du Cloud Act, le sous-traitant s'engage à en informer le CEA, et à intenter, dans un délai de quatorze jours au plus tard à compter de la réception de la requête, toute forme de recours judiciaire prévu par le Cloud Act ou par toute loi américaine, afin d'éviter par tout moyen que les données du CEA soient transmises aux autorités américaines.

Le sous-traitant ne pourra en aucun cas transmettre les données tant qu'un juge français n'aura pas rendu de décision exécutoire.

Etant donné le caractère sensible des données traitées par le CEA, toute transmission de ces données en vertu du Cloud Act, ou de toute autre législation extraterritoriale violerait nécessairement le Règlement général relatif à la protection des données (RGPD) ainsi que la Directive européenne 2016/943 relative à la protection du secret d'affaires. Il est rappelé que le RGPD est considéré comme une loi de police, dont l'application ne peut être exclue.

Toute communication de données [ou tout refus d'exercer ledit recours], par le sous-traitant, qui violerait la présente clause, causerait nécessairement un préjudice au CEA, que le titulaire s'engage à indemniser à hauteur du montant du préjudice subi.

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- ☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- ☐ Le contrat de sous-traitance intégrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

Coordonnées du Délégué à la protection des données du titulaire : .....

.....



**4- PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES**

■ **Montant des prestations sous-traitées (hors application de la formule de variation de prix) :**

Dans le cas où le sous-traitant sollicite le paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- |                                  |      |                   |                 |       |
|----------------------------------|------|-------------------|-----------------|-------|
| ▪ Montant Marché initial : ..... | € HT | Taux TVA : .... % | Montant : ..... | € TTC |
| ▪ Montant Avenant n°1 : .....    | € HT | Taux TVA : .... % | Montant : ..... | € TTC |
| ▪ Montant Avenant n°2 : .....    | € HT | Taux TVA : .... % | Montant : ..... | € TTC |
| ▪ Montant Avenant n°3 : .....    | € HT | Taux TVA : .... % | Montant : ..... | € TTC |
| ▪ Montant Avenant n° : .....     | € HT | Taux TVA : .... % | Montant : ..... | € TTC |
| ▪ Montant Marché total : .....   | € HT | Taux TVA : .... % | Montant : ..... | € TTC |

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2](#) [nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : ..... €

■ **Modalités de variation des prix (le cas échéant) :**

*Il est rappelé que les sommes versées au sous-traitant dans le cadre du paiement direct (en ce compris les variations de prix prévues au contrat de sous-traitance) seront nécessairement déduites des sommes dues au titulaire au titre de son marché.*

**5 – CONDITIONS DE PAIEMENT**

■ **Compte à créditer :**  
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

■ **Nom de l'établissement bancaire :**

.....

■ **Numéro de compte :**

.....

■ **Échéancier de facturation du contrat de sous-traitance** (dates, jalons, retenue de garantie le cas échéant...) :

.....

■ **Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :**

(Cocher la case correspondante uniquement pour le sous-traitant bénéficiaire du paiement direct dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité)

☐ OUI

☐ NON

**6- CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**  
(le cas échéant, le Titulaire coche l'une des deux cases suivantes selon la situation dans laquelle il se trouve ; à défaut, le paiement direct du sous-traitant sera impossible)

**1<sup>ère</sup> hypothèse :** ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le présent document :

- ☐ le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,  
OU  
☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2<sup>ème</sup> hypothèse :** ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif

En conséquence :

- ☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique, qui est joint au présent document ;  
OU  
☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :
- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
  - soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

**7 - ATTESTATION DU SOUS-TRAITANT**

(à remplir impérativement par une personne habilitée à engager le sous-traitant)

Je soussigné(e), M./Mme ....., habilité(e) à engager la  
personnalité morale de la société .....  
atteste sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus :

- aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité) ;
- aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité) ;

b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

c) que les renseignements figurant en rubrique 2 de la présente demande d'acceptation sont exacts.

Fait à :  
Le (date) :

LE SOUS-TRAITANT  
Signature et tampon

Nom et qualité du signataire

**8- DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT**  
(à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)

- 1- Une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise ou à défaut l'adresse du site sur lequel peuvent être consultées la plaquette et/ou la note ;
- 2- Un extrait KBIS datant de moins de trois mois ;
- 3- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire ;
- 4- Les attestations d'assurance professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité ;
- 5- Dans le cas d'emploi de salariés détachés, une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPS1 » du Ministère chargé du travail ;

*(Pour toute demande d'acceptation d'un sous-traitant, le CEA refusera, en cas détachement de salarié(s) transnational, tout formulaire non accompagné de la déclaration de détachement).*

- 6- Dans le cas où les prestations sous-traitées sont classifiées ou sensibles ;


*(Ces documents sont à transmettre à l'Officier de sécurité du CEA)*

- l'habilitation du sous-traitant au niveau de classification requis pour les prestations sous-traitées doit être jointe pour les marchés classifiés ou l'avis –sans réserve de l'enquête administrative obtenu pour le sous-traitant pour les marchés sensibles ;
- le projet de Plan Contractuel de sécurité entre le titulaire et son sous-traitant le cas échéant.

**9- SIGNATURE DES PARTIES**

Signature des parties	
Le titulaire ou le soumissionnaire	Nom et qualité du signataire :   Date :
Le sous-traitant	Nom et qualité du signataire :   Date :
Avis du Prescripteur technique CEA  Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire :  Commentaires :  Date :
Avis Officier de Sécurité  Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable <input type="checkbox"/> Avec Réserve <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire :  Commentaires de l'OS :  Date :
Décision du CEA  Accord <input type="checkbox"/> Refus <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire :   Commentaires :   Date :



	<a href="http://www.cea.fr">www.cea.fr</a>
<b>FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (DAST) DE 2<sup>EME</sup> RANG (OU PLUS)</b> <i>(à remplir par le sous-traitant de rang n-1 avec l'aide du Titulaire ou du sous-traitant de rang n, sauf la rubrique 5 qui doit être remplie par le sous-traitant de 2<sup>ème</sup> rang ou plus)</i> Version du 20/01/2023	
Référence du marché CEA : .....	
<p>Ce formulaire de demande d'acceptation vaut acte spécial et est destiné à présenter le sous-traitant de 2<sup>ème</sup> rang ou plus et les prestations sous-traitées.</p> <p>Les sous-traitants ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis à l'unité achat du CEA dont dépend l'acheteur dans le cadre d'une précédente demande d'acceptation de sous-traitance (DAST) et qui demeurent valables. Dans ce cas, les sous-traitants devront préciser la référence de ladite DAST.</p> <p>Pour une première demande ou si les documents justificatifs ne sont plus valables, le présent formulaire devra être complété dans son intégralité. S'il ne l'est pas, il ne pourra pas être validé par le CEA. Le sous-traitant de 2<sup>ème</sup> rang ou plus ne sera donc pas accepté.</p>	
TA-0547310 F 1/9	



**Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant de rang inférieur**

**1 - MARCHE CONCERNE**

DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE DU MARCHE (OU DU SOUSMISSIONNAIRE) : .....

OBJET DU MARCHE : .....

REFERENCE DU MARCHE : .....

MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE : ☐ OUI ☐ NON

MARCHE SENSIBLE : ☐ OUI ☐ NON

MARCHE CLASSIFIE : ☐ OUI ☐ NON

SI OUI : ☐ SANS DETENTION  
☐ AVEC DETENTION

NIVEAU : ☐ SECRET  
☐ TRES SECRET

SPECIAL FRANCE :

☐ OUI  
☐ NON

PREALABLE :

Le Plan Contractuel de Sécurité signé entre le CEA et le titulaire doit avoir été modifié pour y intégrer le(s) sous-traitant(s) en précisant les activités confiées.

Le titulaire du marché doit rédiger un Plan Contractuel de Sécurité avec son (ses) sous-traitant(s) qui doit être validé par le CEA.

*Si le marché rentre dans un des trois cas visés ci-dessus, joindre la pièce n° 6 figurant dans la rubrique n° 6 du présent document (décision d'habilitation ou avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale).*

INTERVENTION SUR UN SITE DU CEA : ☐ OUI ☐ NON

OBJET DE L'AVENANT N°1 : .....

OBJET DE L'AVENANT N°2 : .....

OBJET DE L'AVENANT N°3 : .....

OBJET DE L'AVENANT N° : .....

TA-0547310 F 2/9

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : | | | | | VILLE : .....

TELEPHONE: | | | | | | | | | | MEL: .....@.....

N° INSCRIPTION AU RCS : | | | | | | | | | |

N° SIRET DE L'ETABLISSEMENT QUI FACTURE : | | | | | | | | | | | | | | | |

PME : ☐ OUI ☐ NON

CODE APE : | | | | |

APPARTENANCE A UN GROUPE : ☐ OUI ☐ NON

(SI OUI, INDIQUER LEQUEL) : .....

**NOM ET QUALITE DES PERSONNES HABILITEES A ENGAGER L'ENTREPRISE :**

### PRESENCE DU SOUS-TRAITANT SUR SITE CEA

☐ OUI – SI OUI, PRÉCISER LE LIEU D'EXECUTION \_\_\_\_\_☐ NON

CERTIFICATIONS<sup>1</sup> (QUALIBAT, AFNOR, CEFRI, ...) : .....

REFERENCES RECENTES DANS LE DOMAINE DU MARCHE CONCERNE (prestations exécutées pendant les trois dernières années) :

NOM DU CLIENT		Montant des prestations en K€ (mention facultative)	PRESTATIONS (Date, lieu, objet)
1			
2			
3			

## ■ LE SOUS-TRAITANT EMPLOIE DES SALARIES DETACHES TRANSNATIONAUX

☐ OUI    ☐ NON

*Si oui, joindre la pièce n° 5 figurant dans la rubrique n° 6 du présent document*

<sup>1</sup> Renseignement fourni à titre informatif

**3- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES AU SOUS-TRAITANT DE 1<sup>er</sup> RANG**  
(reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

NOM DU SOUS-TRAITANT DE 1<sup>er</sup> RANG : .....

Nature de la prestation sous traitée : .....

Niveau de sensibilité de la prestation sous traitée :		
Aucune : <input type="checkbox"/>	Sensible : <input type="checkbox"/>	Classifié : <input type="checkbox"/> Secret <input type="checkbox"/> Très secret <input type="checkbox"/> Sans détention <input type="checkbox"/> Avec détention <input type="checkbox"/>

Le sous-traitant dispose-t-il d'une habilitation: <input type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non				
Si oui, niveau d'habilitation	<input type="checkbox"/> Secret	<input type="checkbox"/> Très secret	<input type="checkbox"/> Sans détention	<input type="checkbox"/> Avec détention

- Montant Marché initial : ..... € HT
- Montant Avenant n°1 : ..... € HT
- Montant Avenant n°2 : ..... € HT
- Montant Avenant n°3 : ..... € HT
- Montant Avenant n° : ..... € HT
- Montant Marché total : ..... € HT

**4- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES AU SOUS-TRAITANT DE 2<sup>ème</sup> RANG (ou plus) (reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)**

Nature de la prestation sous traitée : .....

Niveau de sensibilité de la prestation sous traitée :		
Aucune : <input type="checkbox"/>	Sensible : <input type="checkbox"/>	Classifié : <input type="checkbox"/>
		Secret <input type="checkbox"/>
		Très secret <input type="checkbox"/>
		Sans détention <input type="checkbox"/>
		Avec détention <input type="checkbox"/>

Le sous-traitant dispose-t-il d'une habilitation: <input type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non				
Si oui, niveau d'habilitation	<input type="checkbox"/> Secret	<input type="checkbox"/> Très secret	<input type="checkbox"/> Sans détention	<input type="checkbox"/> Avec détention

- Montant Marché initial : ..... € HT
- Montant Avenant n°1 : ..... € HT
- Montant Avenant n°2 : ..... € HT
- Montant Avenant n°3 : ..... € HT
- Montant Avenant n° : ..... € HT
- Montant Marché total : ..... € HT

**GARANTIE ACORDEE PAR LE SOUS-TRAITANT DE 1<sup>ER</sup> RANG AU SOUS-TRAITANT DE 2<sup>ND</sup> RANG OU PLUS :**

- ☐ Caution personnelle et solidaire
- ☐ Convention de délégation de paiement

**■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Les données sont hébergées (indiquer le lieu) : .....

L'autorité chef de file est la CNIL

Les flux transfrontières : .....

- ☐ OUI
- ☐ NON

TA-0547310 F 5/9



**Formulaire CEA de déclaration d'acceptation d'un sous-traitant de rang inférieur**

Le sous-traitant s'engage à respecter la Décision de la Commission du 5 février 2010 relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers en vertu de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil.

**Extraterritorialité ou Clause de « Cloud Act »**

En cas de requête, par les autorités américaines et ou toute autorité extraterritoriale, pour accéder aux données traitées dans le cadre du marché, sur le fondement du Cloud Act, le sous-traitant s'engage à en informer le CEA, et à tenter, dans un délai de quatorze jours au plus tard à compter de la réception de la requête, toute forme de recours judiciaire prévu par le Cloud Act ou par toute loi américaine, afin d'éviter par tout moyen que les données du CEA soient transmises aux autorités américaines.

Le sous-traitant ne pourra en aucun cas transmettre les données tant qu'un juge français n'aura pas rendu de décision exécutoire.

Etant donné le caractère sensible des données traitées par le CEA, toute transmission de ces données en vertu du Cloud Act, ou de toute autre législation extraterritoriale violerait nécessairement le Règlement général relatif à la protection des données (RGPD) ainsi que la Directive européenne 2016/943 relative à la protection du secret d'affaires. Il est rappelé que le RGPD est considéré comme une loi de police, dont l'application ne peut être exclue.

Toute communication de données [ou tout refus d'exercer ledit recours], par le sous-traitant, qui violerait la présente clause, causerait nécessairement un préjudice au CEA, que le titulaire s'engage à indemniser à hauteur du montant du préjudice subi.

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- ☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- ☐ Le contrat de sous-traitance intégrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

Coordonnées du Délégué à la protection des données du sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang ou plus : .....

.....

TA-0547310 F 6/9

**5 - ATTESTATION DU SOUS-TRAITANT DE 2<sup>ème</sup> RANG (ou plus)**

(à remplir impérativement par une personne habilitée à engager le sous-traitant de 2<sup>ème</sup> rang ou plus)

Je soussigné, M./Mme ....., habilité à engager la personnalité morale de la société ....., atteste sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus :

- aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité) ;
- aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité) ;

b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

c) que les renseignements figurant en rubrique 2 de la présente demande d'acceptation sont exacts.

Fait à :  
Le (date) :

LE SOUS-TRAITANT DE 2<sup>ème</sup> RANG (ou plus)  
Signature et tampon

Nom et qualité du signataire



**6- DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT DE 2<sup>ème</sup> RANG (ou plus)**

*(à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)*

- 1- Une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise ou à défaut l'adresse du site sur lequel peuvent être consultées la plaquette et/ou la note ;
- 2- Un extrait KBIS datant de moins de trois mois ;
- 3- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire ;
- 4- Les attestations d'assurance professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité ;
- 5- Dans le cas d'emploi de salariés détachés, une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;

*(Pour toute demande d'acceptation d'un sous-traitant, le CEA refusera, en cas détachement de salarié(s) transnational, tout formulaire non accompagné de la déclaration de détachement).*

- 6- Dans le cas où les prestations sous-traitées sont classifiées ou sensibles ;

*(Ces documents sont à transmettre à l'Officier de sécurité du CEA)*

- l'habilitation du sous-traitant au niveau de classification requis pour les prestations sous-traitées doit être jointe pour les marchés classifiés ou l'avis sans réserve d'enquête administrative obtenu pour le sous-traitant pour les marchés sensibles ;
- le projet de Plan Contractuel de sécurité entre le titulaire et son sous-traitant le cas échéant.

- 7- Copie de la caution personnelle et solidaire ou de la convention de délégation de paiement.

**7- SIGNATURE DES PARTIES**

Signature des parties	
Le titulaire ou le soumissionnaire	Nom et qualité du signataire   <div align="right">Date :</div>
Le sous-traitant de rang 1	Nom et qualité du signataire   <div align="right">Date :</div>
Avis du Prescripteur technique CEA  Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire   <div align="right">Date :</div>
Avis Officier de Sécurité  Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable <input type="checkbox"/> Avec Réserve <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire  Commentaires de l'OS :   <div align="right">Date :</div>
Décision du CEA  Accord <input type="checkbox"/> Refus <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire :   Commentaires       <div align="right">Date :</div>

TA-0547319 F 9/9

**Annexe 3 – GRILLE D’EVALUATION POUR LE CRITERE QUALITE – SANTE – SECURITE – ENVIRONNEMENT**

**À compléter par les soumissionnaires si les prestations du marché le nécessitent**

QUESTIONNAIRE SANTE SECURITE - OFFRES													
<b>Politique et organisation santé/sécurité</b>													
1. Dans votre entreprise, existe-t-il une politique santé sécurité traduite dans un engagement de la direction générale, charte, politique sécurité connue de l'ensemble des salariés ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fournir pièce jointe si possible												
2. Décrivez sommairement l'organisation santé-sécurité de votre entreprise : moyens affectés, politique de sous-traitance	Fournir pièce jointe si possible												
3. Décrivez l'organisation santé-sécurité de votre entreprise <b>dans le cadre de la prestation objet du cahier des charges</b> : moyens affectés, politique de sous-traitance	<b>A joindre à l'offre</b>												
4. Existe-t-il un système de délégation de pouvoir spécifique en matière de santé sécurité dans le cadre de la prestation ? Dans l'affirmative, veuillez décrire le système.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fournir pièce jointe si possible												
5. La prestation sera-t-elle couverte par un système de management de la santé et de la sécurité au travail (type ISO 45001 ou équivalent) ?	Oui <input type="checkbox"/> Réfèrentiel : Non <input type="checkbox"/>												
<b>Déploiement sur site :</b>													
6. Veuillez indiquer si vous déployez des procédures chantier en précisant si les points suivants sont mis en œuvre a) <b>Plan d'action spécifique chantier</b> b) Visites de sécurité (si oui préciser la fréquence)  c) Nomination d'un animateur ou correspondant santé sécurité d) Système d'information du personnel Dans l'affirmative, décrire le système.	<b>A joindre à l'offre</b> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fréquence :  Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>												
<b>Résultats</b>													
7. Indiquez pour les 3 dernières années vos Tf et Tg ainsi que les moyennes sectorielles	<table border="1"> <tr> <td></td> <td>n-3</td> <td>n-2</td> <td>n-1</td> </tr> <tr> <td>Tf</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Tg</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table> Moyennes sectorielles Tf :                      Tg :		n-3	n-2	n-1	Tf				Tg			
	n-3	n-2	n-1										
Tf													
Tg													
QUESTIONNAIRE RSE - OFFRES													
<b>Politique environnementale et sociétale</b>													
8. Avez-vous inscrit le respect de l'environnement, de la biodiversité, des écosystèmes, des espèces menacées et/ou du climat dans votre politique d'entreprise? (certificat 14001, charte interne...)	Joindre politique, certificat(s)												
9. Avez-vous une politique, un label sur la mixité, l'égalité hommes/femmes...	Joindre politique, label, charte												
10. Les procédés de fabrication de votre société / les services réalisés dans le cadre du marché prennent -ils en compte une optimisation des ressources (eau, énergie...) et une optimisation des rejets? si oui, expliciter.													
11. Quelles sont les actions menées par l'entreprise pour protéger la santé ou améliorer le bien-être des travailleurs (matières premières ou procédés de fabrication plus respectueux, politique d'entreprise qui intègre la responsabilité sociale,...)													
12. Envisagez-vous de faire appel à du personnel en insertion dans le cadre de ce contrat?													

<b>Emballages</b>	
13. votre entreprise a-t-elle défini une politique environnementale relative aux emballages (réduction des emballages, utilisation d'emballages en matériaux écologiques, recyclés, recyclables) ?	
14. cette politique pourrait-elle être mise en œuvre dans le cadre du marché ? si oui, expliciter.	
<b>Transports jusqu'au site client</b>	
15. Eventuellement : quelles actions proposez-vous lors de l'exécution de ce marché pour diminuer l'impact environnemental de vos transports ? Exemples : optimisation du chargement des camions, circuit de distribution, formation à l'éco-conduite des commerciaux/livreurs, différentes tailles de camion, norme euro des camions, transport par train ou bateau...	
<b>Déchets</b>	
16. Votre entreprise a-t-elle défini une politique environnementale relative à ses déchets (recyclage, réutilisation, valorisation...) ?	
17. Cette politique pourrait-elle être mise en œuvre dans le cadre du marché ? si oui, expliciter.	



#### **Annexe 4 - ATTESTATION DE VISITE**

Cadarache, le

**Consultation : B23-01514-EMA**

Je soussigné M.  
représentant l'entreprise (ou le groupement d'entreprise)  
Atteste avoir effectué la visite des installations

le

Cette visite obligatoire, a été réalisée par les représentants de l'entreprise désignés ci-après :

- 
- 

Je certifie enfin, que lors de cette visite, le CEA n'a à aucun moment entravé l'accès aux informations accessibles et nécessaires à l'élaboration d'une proposition technico-économique dans le cadre de la consultation citée en objet.

**Pour le soumissionnaire**

**Pour le CEA**

## **Annexe 5 – JUGEMENT DES OFFRES : LISTE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE SOUMISSIONNAIRE DANS SON DOSSIER D'OFFRE**

Les soumissionnaires doivent produire un dossier d'offre complet, rédigé en français, comprenant les pièces suivantes :

- Pièces justificatives et renseignements demandés, en cohérence avec le paragraphe 7.2 « Jugement des offres » du Règlement de consultation :

Sur le plan administratif :

- 1) L'attestation d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité.
- 2) La spécification technique d'achat, le projet d'Accord-Cadre, et la Liste des Documents Applicables dûment paraphés et signés, valant acceptation sans réserve.
- 3) Le certificat répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités (ou, à défaut de la fourniture de ce certificat, un document du soumissionnaire attestant des démarches en cours pour être en conformité avec cet arrêté).
- 4) L'attestation de visite jointe dûment complétée et signée par le représentant du CEA (Annexe 4).
- 5) Une fiche signalétique comportant les coordonnées (adresse, qualité, tél., fax, email) de la personne en charge de cette consultation (Annexe 7),

Présence du personnel sur site :

- 6) Le nombre et la qualification du personnel appelé à intervenir sur le site du CEA de Cadarache.
- 7) Le temps de présence sur site (à titre indicatif).

**Critère 1 :**

**Prix 50 % :** Prix total calculé suivant le scénario de la décomposition générale des prix.

- 8) La décomposition générale des prix conforme au modèle figurant en Annexe 6.

**Critère 2 :**

**Méthodologie 20 % :** Pertinence de la description et de la justification des méthodologies qui seront mise en place pour la réalisation des opérations objets du marché (recommandations techniques particulières de réalisation, procédures, liste des éventuels points durs d'ordres techniques).

Le soumissionnaire doit remettre un dossier répondant à la totalité des exigences techniques de l'accord-cadre. Il sera constitué, au minimum, des documents réclamés ci-dessous. Le soumissionnaire peut, s'il le juge nécessaire, compléter cette liste de documents par d'autres éléments (documents, plans, photos...).

- 9) Liste des Documents prévisionnels à Emettre répartis par dossier tel que présenté en Annexe 1 de la STA réf. <TA-6781779>,
- 10) Mémoire technique détaillé précisant :
  - Recommandations techniques particulières de réalisation prévues pour chaque phase (études, qualifications, approvisionnements, travaux, contrôles).
  - La méthodologie, les solutions et procédés mis en œuvre pour chacun des postes décrits dans le cahier des charges, avec les livrables associés démontrant leur crédibilité pour garantir les exigences du DCE,
  - Le descriptif des opérations à réaliser en usine (le cas échéant) et sur site,



- Les méthodologies déjà mises en place ou envisagées au regard :
    - o des conditions particulières d'accès (espaces confinés, travail en hauteur)
    - o de la gestion des stocks des moyens logistiques (stockage des fournitures, registre, inventaire, suivi, besoins de stockage)
  - Liste des éventuels points durs d'ordres techniques, planning et organisationnels identifiés par le soumissionnaire et solutions palliatives proposées,
- 11)** Des exemples de documents pour illustrer les propositions

**Critère 3 :**

**Organisation 20 % :** Organisation et maîtrise de la prestation prenant en compte les aspects qualification et l'expérience du personnel, disponibilité et souplesse d'adaptation.

- 12)** Structure et organigramme du soumissionnaire (en cas de groupement, l'organisation mise en place pour ce marché, la répartition des lots ou prestations par entreprise),
- 13)** L'organisation mise en œuvre pour mener à bien la prestation, avec le rôle de chacun des acteurs dans cette organisation (opérationnels, encadrement, coordination, suivi de qualification, QSE...)
- 14)** Note explicitant l'organisation :
- Le descriptif détaillé des moyens humains : dimensionnement des ressources pour la prestation et sa flexibilité (pour répondre aux besoins de travaux plus ou moins importants du projet), profils des personnels encadrant pressentis, profils type des intervenants comprenant les compétences, l'expérience professionnelle, qualifications et habilitations requises, ...
  - Le descriptif des moyens matériels et techniques qui interviendront pour l'exécution de la prestation, notamment en termes de réalisation de la documentation (bureaux, logiciels, postes et équipements informatiques...), de protection individuelle des ressources (équipements), de réalisation des travaux, de fabrication (surface atelier, machines-outils, équipements...), les contrôles et les conditions particulières d'accès (équipements, machines...),
  - Organisation mise en place sur le chantier et notamment le plan d'installation avec les surfaces prévisionnelles en zone entreprises, l'implantation des moyens, leur charge, les équipes correspondantes, les besoins en servitude de chantier (utilités : puissance électrique, eau, téléphone, ...)
- 15)** Le planning prévisionnel faisant apparaître les jalons de la STA, et l'organisation mise en place pour le suivi du planning et des jalons, qui tiendra compte des périodes de fermeture du Centre de Cadarache.
- 16)** Note décrivant la capacité à mobiliser du personnel pour répondre aux exigences stipulées dans la STA Art. 1.1.8. et les dispositions retenues pour assurer la continuité de la mission en cas d'indisponibilité d'un intervenant.
- 17)** Liste prévisionnelle des activités sous-traitées et des sous-traitants envisagés et les Demandes d'Acceptation de Sous-Traitants (DAST) renseignées et signées pour les sous-traitants sur lesquels le soumissionnaire s'engage,
- 18)** Liste prévisionnelle des principaux fournisseurs pressentis,
- 19)** Description précise du processus d'évaluation et de sélection des sous-traitants (capacités techniques, organisation qualité, pérennité financière ...),
- 20)** Documents concernant les éventuels brevets, licences, propriétés industrielles et propriétés intellectuelles relatifs à tout ou partie de la prestation objet du marché
- 21)** Les dispositions de suivi du déroulement de sa mission, sur les aspects techniques et contractuels.

- **Critère 4 :**

**Aspects QHSE 10 % :** Pertinence de l'organisation QHSE proposée et de l'amélioration continue des dispositions mises en œuvre pour assurer la réalisation en sécurité des opérations objets du marché.

- 22) Note descriptive de l'orientation HQE retenue.
- 23) Descriptif de la politique sécurité des entreprises, et du processus de sélection des sous-traitants au regard des exigences de sécurité,
- 24) L'Annexe 3 du présent document renseignée, relative à la politique et l'organisation sécurité ainsi que son déploiement sur le site.
- 25) Trames ou exemples de Plan Particulier de la Sécurité et Protection de la Santé détaillant l'organisation mise en œuvre et description des dispositions sécuritaires mises en place pour éviter / minimiser les accidents du travail. Le PPSPS étant remis lors de la réunion d'enclenchement du marché.
- 26) Méthodologies mises en œuvre par le soumissionnaire et ses sous-traitants pour l'établissement et l'évaluation des plans d'actions en cas de TF>10, et des organisations mises en œuvre pour le suivi des plans d'actions (y compris de leurs sous-traitants).
- 27) PAQ préliminaire, organisation et structure qualité de(s) entreprise(s), copie des certifications AQ dont bénéficie l'entreprise, exemple de PAQP émis lors de réalisation de projet similaire,
- 28) Coordonnées des organismes de médecine du travail dont relèvent les salariés intervenants.
- 29) Un descriptif des modalités mises en œuvre dans le cadre de l'application de l'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux Installations Nucléaires de Base.
- 30) Un descriptif de son organisation qualité : certification qualité conforme ou système qualité en conformité avec la norme ISO 9001.
- 31) Un descriptif de la démarche d'amélioration continue de son système de management environnemental et de ses performances environnementales (en conformité avec la norme ISO 14001).
- 32) Un descriptif des mesures qui seront mises en œuvre afin de maîtriser voire réduire l'impact environnemental de la prestation en termes, par exemple, d'émission de CO2, de rejets, de déchets, d'utilisation de matières premières et de ressources naturelles, de consommation d'énergie, etc...

#### **Annexe 6 - DECOMPOSITION GENERALE DES PRIX**

**Les soumissionnaires détailleront le prix de la prestation conformément à la décomposition générale des prix ci-dessous :**

**DECOMPOSITION DE LA PART FERME SUR BONS DE COMMANDE**

**BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU) ET FORFAITAIRE**

N°	Désignation des travaux	Unité	Quantité	Prix Unitaire € H.T	Prix total € H.T.
<b>Poste 1 : Etudes</b>					
<b>1.1</b>	<b>a) Études, qualifications et convenances</b>				
1102	Etudes d'organisation (Dossier PRO)	U	1		0,00 €
1103	Qualifications	U	2		0,00 €
1104	Convenances de mise en œuvre	U	3		0,00 €
<b>1.2</b>	<b>b) Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)</b>				
1201	Production de PLC/PLF (PREL/BPE/TQC) et plans de fabrication (PREL/BPE/TQC) pour les éléments fabriqués en usine	U	100		0,00 €
1202	Modification de plans TQC existants	U	400		0,00 €
1203	Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	U	1		0,00 €
<b>Total poste 1 : Etudes</b>					<b>- €</b>
<b>Poste 2 : Installations générales</b>					
2001	a) Mise en place des installations	U	1		0,00 €
2002	b) Maintien des installations générales sur la durée du Marché	U	46		0,00 €
2003	c) Repli de l'ensemble des installations ci-dessus	U	1		0,00 €
<b>Total poste 2 : Installations générales</b>					<b>- €</b>
<b>Poste 3 : Travaux</b>					
<b>3.1</b>	<b>Installation</b>				
3101	Forfait installation par salle				
	a) traversée en plancher	U	500		0,00 €
	b) traversées en voile	U	1000		0,00 €
3102	Forfait d'installation à la brèche				
	a) Brèche intérieure	U	10		0,00 €
	b) Brèche donnant sur l'extérieur	U	5		0,00 €
3103	Installation et repli d'un atelier de carottage (par salle / local)	U	300		0,00 €
3104	Installation et repli d'un atelier de sciage mural (par installation)	U	200		0,00 €
3105	Échafaudage fixe fourni par le Titulaire				
	a) amenée, installation et repli	m <sup>3</sup>	1000		0,00 €
	b) Coût journalier (par m <sup>3</sup> )	j	300		0,00 €
3106	Echafaudage roulant				
	a) amenée, installation et repli	m <sup>3</sup>	1000		0,00 €
	b) Coût journalier	j	300		0,00 €
3107	Expression de besoin pour l'installation d'un échafaudage fixe ou roulant fourni par un lot tiers	U	1000		0,00 €
3108	Tour d'étalement pour trémies en plancher				
	a) forfait <10m <sup>3</sup>	U	30		0,00 €
	b) forfait de 10 à 15m <sup>3</sup>	U	30		0,00 €
	c) forfait de 15 à 25m <sup>3</sup>	U	30		0,00 €
3109	Plus-value au prix 3108 pour m <sup>3</sup> supplémentaire	m <sup>3</sup>	500		0,00 €



A remplir par le soumissionnaire

3110	Plus-value au prix 3108 pour structure complexe	U	20		0,00 €
	<b>Sous-total - Installation</b>				<b>- €</b>
<b>3.2</b>	<b>Travaux préparatoires</b>				
3201	Pose et dépose des cloisons provisoires en vinyle (sur ossature bois ou métallique existante)	m <sup>2</sup>	200		0,00 €
3202	Pose et dépose de cloisons provisoires en vinyle , y compris ossature métallique	m <sup>2</sup>	100		0,00 €
3203	Protection ou cloisonnement en polyane (à la demande du CEA) afin de protéger certains matériels spécifiques situés sur le chantier.	m <sup>2</sup>	400		0,00 €
3204	Dépose et repose de protection existant	m <sup>2</sup>	50		0,00 €
3205	Couverture de trémie horizontale type caillebotis	m <sup>2</sup>	50		0,00 €
3206	Plus-value au Prix 3205 pour les trémie horizontale de grandes dimensions (S > 1 m <sup>2</sup> )	m <sup>2</sup>	200		0,00 €
3207	Mise en place de protections collectives temporaires sur les trémies en plancher	U	50		0,00 €
3208	Sas standard de protection de 8 m <sup>3</sup> pour protection de trémie en plancher	U	500		0,00 €
3209	Sas standard de protection de 8 m <sup>3</sup> réalisé sur échafaudage existant ou installé par un lot tiers	U	500		0,00 €
3210	Plus-value au prix 3212 et 3213 pour tranche supplémentaire de 1 m <sup>3</sup> au-delà de 8 m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	2000		0,00 €
3211	Ventilation (type COBRA ou équivalent)				
	a) 1 <sup>ère</sup> semaine	Sem.	500		0,00 €
	b) Par semaine supplémentaire	Sem.	750		0,00 €
3212	Détection d'armature dans une structure en béton armé (à la demande du CEA)	U	300		0,00 €
3213	Pose et dépose pose et dépose de protection provisoire acoustique	U	500		0,00 €
3214	Relevé topographique à la demande du CEA	U	300		0,00 €
	<b>Sous-total - Travaux préparatoires</b>				<b>- €</b>
<b>3.3</b>	<b>Carottages - Sciage</b>				
	<b>Carottage (traversée)</b>				
3301	Trous cylindriques dans le béton, de diamètre :				
	a) Ø ≤ 50 mm	dm	500		0,00 €
	b) 50 mm < Ø ≤ 100 mm	dm	2000		0,00 €
	c) 100 mm < Ø ≤ 150 mm	dm	500		0,00 €
	d) 150 mm < Ø ≤ 200 mm	dm	100		0,00 €
	e) 200 mm < Ø ≤ 300 mm	dm	50		0,00 €
	f) 300 mm < Ø ≤ 400 mm	dm	50		0,00 €
	g) 400 mm < Ø ≤ 500 mm	dm	50		0,00 €
	h) 500 mm < Ø ≤ 800 mm	dm	50		0,00 €



3302	Plus value au prix 4520, pour carottage incliné				
	a) Ø ≤ 50 mm	dm	80		0,00 €
	b) 50 mm < Ø ≤ 100 mm	dm	80		0,00 €
	c) 100 mm < Ø ≤ 150 mm	dm	80		0,00 €
	d) 150 mm < Ø ≤ 200 mm	dm	10		0,00 €
	e) 200 mm < Ø ≤ 300 mm	dm	10		0,00 €
	f) 300 mm < Ø ≤ 400 mm	dm	10		0,00 €
	g) 400 mm < Ø ≤ 500 mm	dm	10		0,00 €
	h) 500 mm < Ø ≤ 800 mm	dm	10		0,00 €
3303	Carottage (Ø40mm) au droit des goujons des platines scellées dans le béton	U	90		0,00 €
	Carottage sécants				
3304	Carottage sécant pour ouverture ou agrandissement de trémie				
	a) voile ≤ 500mm (y compris tolérance GC d'exécution)	m²	100		0,00 €
	b) voile > 500mm	m²	50		0,00 €
	Sciage				
3305	Travaux de sciage au disque diamant				
	a) Epaisseur < 20cm	ml	5		0,00 €
	b) Epaisseur 20cm ≤ e < 36 cm	ml	20		0,00 €
	c) Epaisseur ≥ 36 cm	ml	5		0,00 €
3306	Travaux de sciage au câble diamanté				
	a) Epaisseur < 20cm	ml	5		0,00 €
	b) Epaisseur 20cm ≤ e < 36 cm	ml	20		0,00 €
	c) Epaisseur ≥ 36 cm	ml	5		0,00 €
	Moyen de levage				
3307	Mise en place de dispositifs de maintien et levage (2u/bloc)	U	400		0,00 €
3308	Manutention et évacuation des blocs dans les bennes du Prorata RJH au palan	U	200		0,00 €
3309	Vérification par un organisme de contrôle d'un point de levage	U	200		0,00 €
	<b>Sous-Total Carottages - Sciage</b>				- €
<b>3.4</b>	<b>Coffrage-Bétonnage</b>				
	Coffrages				
3401	Coffrage pour parement lisse	m²	1500		0,00 €
3402	Coffrage pour parement lisse de petits éléments (plan et rives)	m²	200		0,00 €
3403	Coffrage de trémies à parements rugueux	m²	200		0,00 €
3404	Coffrage perdu en acier carbone	m²	60		0,00 €
3405	Coffrage perdu en acier Inoxydable	m²	60		0,00 €
3406	Complément aux prix n° 3404 et 3405 pour création de trous dans les coffrages métalliques (réalisation en usine)	U	50		0,00 €
3407	Complément aux prix n° 3406 pour création de lumières dans des coffrages métalliques existants (acier noir ou inox)	U	20		0,00 €
3408	Dépose de coffrage existant à la demande du CEA	m²	200		0,00 €

	<b>Béton armé</b>				
3409	Béton de type C 40/50 X F1 pour ouvrages horizontaux, y compris réductions de trémies				
	a) dalles de planchers d'épaisseur < 0,50 m	m <sup>3</sup>	50		0,00 €
	b) dalles de planchers d'épaisseur ≥ 0,50 m	m <sup>3</sup>	50		0,00 €
3410	Béton de type C 40/50 X F1 pour poutres, chainages isolés, longrines, consoles, corbeaux, poteaux, jambages, raidisseurs verticaux	m <sup>3</sup>	20		0,00 €
3411	Béton de type C 40/50 X F1 pour ouvrages verticaux ou inclinés, voiles et murs, y compris réductions de trémies d'épaisseur, :				
	a) ≤ 0,25 m	m <sup>3</sup>	50		0,00 €
	b) entre 0, 25m et 0,50 m compris	m <sup>3</sup>	100		0,00 €
	c) > 0,50 m	m <sup>3</sup>	100		0,00 €
3412	Béton de type C 40/50 X F1 pour petites quantités	m <sup>3</sup>	100		0,00 €
3413	PV aux prix 3200 à 3207 pour micro béton	m <sup>3</sup>	50		0,00 €
3414	PV aux prix 3409 à 3412 pour utilisation de béton auto-plaçant	m <sup>3</sup>	50		0,00 €
3415	Mortier lourd	m <sup>3</sup>	15		0,00 €
3416	Arrêt et reprise de bétonnage dans l'embarras d'aciers				
	a) Horizontal	m <sup>2</sup>	10		0,00 €
	b) Vertical	m <sup>2</sup>	10		0,00 €
3417	Repiquage des parois de traversées (pour créer des indentation d'au moins 5mm)				
	a) en plancher	m <sup>2</sup>	150		0,00 €
	b) en voile	m <sup>2</sup>	300		0,00 €
	<b>Surbau</b>				
3418	Création de surbau 10cm x 10cm	ml	100		0,00 €
	<b>Sous-total Coffrage-Bétonnage</b>				- €
3.5	<b>Joints</b>				
3501	Joint décontaminable				
	a) d ≤ 1 cm	ml	100		0,00 €
	b) 1 cm < d ≤ 3cm	ml	300		0,00 €
	c) 3 cm < d ≤ 5 cm	ml	10		0,00 €
	d) 5 cm < d ≤ 10 cm	ml	10		0,00 €
	e) 10 cm < d ≤ 15 cm	ml	10		0,00 €
3502	Joint coupe-feu 2hr simple, décontaminable				
	a) d ≤ 1 cm	ml	10		0,00 €
	b) 1 cm < d ≤ 3cm	ml	50		0,00 €
	c) 3 cm < d ≤ 5 cm	ml	10		0,00 €
	d) 5 cm < d ≤ 10 cm	ml	10		0,00 €
	e) 10 cm < d ≤ 15 cm	ml	10		0,00 €
3503	Joint coupe-feu 2hr double, décontaminable				
	a) d ≤ 1 cm	ml	10		0,00 €
	b) 1 cm < d ≤ 3cm	ml	20		0,00 €
	c) 3 cm < d ≤ 5 cm	ml	10		0,00 €
	d) 5 cm < d ≤ 10 cm	ml	10		0,00 €
	e) 10 cm < d ≤ 15 cm	ml	10		0,00 €

3504	Couvre-joint sur joint de dilatation				
	a) au sol	ml	40		0,00 €
	b) verticalement	ml	80		0,00 €
	c) au plafond	ml	20		0,00 €
	<b>Sous-total Joints</b>				<b>- €</b>
<b>3.6</b>	<b>Ferrailage - scellements</b>				
3601	Dégarnissage et dépliage d'aciers en attente	kg	200		0,00 €
3602	Aciers HA Fe E 500 de diamètre nominal				
	a) ≤ 16 mm	kg	15000		0,00 €
	b) > 16 mm	kg	10000		0,00 €
3603	Moins value au prix 3311 pour quantité d'acier HA Fe E 500 livrée mais non posée	kg	100		0,00 €
3604	Treillis soudé HA				
	a) Panneaux ST15C	kg	300		0,00 €
	b) Panneaux ST50C	kg	500		0,00 €
	c) Panneaux ST65C	kg	200		0,00 €
3605	Moins value aux prix n°3604 pour quantité de treillis soudé livré mais non posé	kg	50		0,00 €
	Nota : les manchons et barres filetées (codes 3606 à 3609) doivent être compatibles avec le matériel mis en place par le lot gros œuvre				
3606	Manchon ARMATURIS type LS standard				
	Ø 12 mm	U	10		0,00 €
	Ø 14 mm	U	10		0,00 €
	Ø 16 mm	U	10		0,00 €
	Ø 20mm	U	10		0,00 €
	Ø 25mm	U	10		0,00 €
	Ø 32 mm	U	10		0,00 €
	Ø 40 mm	U	10		0,00 €
3607	Barres filetées ARMATURIS pour manchon type LS standard				
	Ø 12 mm	U	10		0,00 €
	Ø 14 mm	U	10		0,00 €
	Ø 16 mm	U	10		0,00 €
	Ø 20mm	U	10		0,00 €
	Ø 25mm	U	10		0,00 €
	Ø 32 mm	U	10		0,00 €
	Ø 40 mm	U	10		0,00 €
3608	Manchon ARMATURIS type LCE sans rotation de barre				
	Ø 12 mm	U	400		0,00 €
	Ø 14 mm	U	100		0,00 €
	Ø 16 mm	U	100		0,00 €
	Ø 20mm	U	100		0,00 €
	Ø 25mm	U	50		0,00 €
	Ø 32 mm	U	50		0,00 €
	Ø 40 mm	U	20		0,00 €

3609	Barres filetées ARMATURIS pour manchon type LCE sans rotation de barre				
	Ø 12 mm	U	400		0,00 €
	Ø 14 mm	U	100		0,00 €
	Ø 16 mm	U	100		0,00 €
	Ø 20mm	U	100		0,00 €
	Ø 25mm	U	50		0,00 €
	Ø 32 mm	U	50		0,00 €
	Ø 40 mm	U	20		0,00 €
3610	Nettoyage des manchons et filetages mis en place par le lot Génie Civil lors de la réalisation des brèches	U	500		0,00 €
3611	Soudage de barres HA de diamètre :				
	a) Ø 10 à 16 inclus	U	20		0,00 €
	b) Ø 20	U	20		0,00 €
	c) Ø 25	U	20		0,00 €
	d) Ø 32	U	20		0,00 €
	e) Ø 40	U	20		0,00 €
3612	Découpe des aciers de diamètre :				
	a) Ø ≤ 16 mm	U	500		0,00 €
	b) Ø > 16 mm	U	500		0,00 €
3613	Ferrailage en petites quantités dans l'embaras des équipements	Kg	500		0,00 €
3614	Fabrication des tiges de scellement usinées				
	a) Cadmié 8.8 M12 à M20	U	20		0,00 €
	b) Cadmié 8.8 > M20	U	20		0,00 €
	c) Inox 316 M12 à M20	U	20		0,00 €
	d) Inox 316 > M20	U	20		0,00 €
3615	Gabarit pour pose des tiges usinés	U	20		0,00 €
3616	Scellement d'armatures jusqu'à 10 diamètres :				
	a) Ø ≤ 20 mm	U	8000		0,00 €
	b) 20 mm < Ø ≤ 40 mm	U	100		0,00 €
3617	Plus value au prix 4600 pour longueur de scellement d'armature > 10 Ø				
	a) Ø armature ≤ 20 mm	Ux5Ø	15000		0,00 €
	b) Ø armature 20 mm < Ø ≤ 40 mm	Ux5Ø	100		0,00 €
3618	Rebouchage des trous de scellement d'armatures non utilisées (y compris forages)				
	a) Ø armature ≤ 20 mm	U	300		0,00 €
	b) Ø armature 25 mm < Ø ≤ 40 mm	U	300		0,00 €
3619	Mortier de scellement d'armature de type SELTEX ou équivalent	U	2000		0,00 €
	<b>Sous-total Ferrailage - scellements</b>				<b>- €</b>

3.7	Eléments métalliques				
	Fourreaux GC et pièces noyées				
3701	Fourreaux et pièces noyées en acier carbone				
	a) Poids ≤ 2 kg	kg	100		0,00 €
	b) 2 kg < Poids ≤ 5 kg	kg	100		0,00 €
	c) Poids > 5 kg	kg	100		0,00 €
3702	Mise en place de pièces noyées (hors fourniture)				
	a) Poids unitaire de 0 à 100 kg	kg	300		0,00 €
	b) Poids unitaire de 101 à 500 kg	kg	600		0,00 €
3703	Pose d'accessoires en acier inoxydable	kg	500		0,00 €
	Cheilles de fixation				
3704	Fourniture et pose de chevilles de fixation mécanique avec tiges d'ancrage filetées				
	a) Cheville de type HILTI HDA-T ou équivalent	U	100		0,00 €
	b) Cheville de type HILTI HDA-TR ou équivalent	U	100		0,00 €
	c) Cheville de type HILTI HDA-P ou équivalent	U	100		0,00 €
	d) Cheville de type HILTI HDA-PR ou équivalent	U	100		0,00 €
	e) Cheville de type HILTI HST3 ou équivalent	U	100		0,00 €
	f) Cheville de type HILTI HST3-R ou équivalent	U	100		0,00 €
3705	Fourniture et pose de chevilles de fixation chimique avec tiges d'ancrage filetées				
	a) Cheville de type HILTI HAS-U 5.8 ou équivalent	U	100		0,00 €
	b) Cheville de type HILTI HAS-U 8.8 ou équivalent	U	100		0,00 €
	c) Cheville de type HILTI HAS-U A4 ou équivalent	U	100		0,00 €
	d) Cheville de type HILTI HIT-Z ou équivalent	U	100		0,00 €
	e) Cheville de type HILTI HIT-Z-R ou équivalent	U	100		0,00 €
3706	Profilés en acier carbone :				
	a) Poids ≤ 4 kg / ml	kg	300		0,00 €
	b) Poids > 4 kg / ml	kg	300		0,00 €
3707	Rails d'ancrage :				
	a) Poids ≤ 2,8 kg / ml	kg	100		0,00 €
	b) Poids > 2,8 kg / ml	kg	100		0,00 €
	Fabrication, pose et soudage de platines				
3708	Fourniture et pose de platines de dimensions allant jusqu'à 600 x 600 en acier S355, incluant ou non plusieurs pions de cisaillement allant jusqu'à 100 mm	kg	2500		0,00 €



3709	Plus-value pour prolongation des têtes de goujons dans le cas de remplacement de platines existantes	U	200		0,00 €
3710	Fourniture et pose d'extension de platine en acier noir	kg	200		0,00 €
3711	Dépose des platines scellées, évacuation jusqu'au lieu de stockage désigné par MOE	U	10		0,00 €
3712	Plaques radioprotection (ép 40mm)	kg	200		0,00 €
3713	Fourniture et pose de siphons acier inoxydable	kg	200		0,00 €
3714	Fourniture et pose de puisards acier inoxydable	kg	1000		0,00 €
3715	Dispositif de levage, type anneaux de levage	kg	50		0,00 €
3716	Fourniture et mise en place de douille MALT post scellée	U	200		0,00 €
3717	Contrôle des douilles MALT	U	200		0,00 €
3718	Cornières en acier noir				
	a) à sceller	kg	200		0,00 €
	b) à visser	kg	200		0,00 €
3719	Plus value au prix n° 3701, 3706, 3710, 3712 et 3718 pour remplacement de l'acier carbone par de l'acier inoxydable	kg	2000		0,00 €
	<u>Soudure</u>				
3720	Soudure entre platines	ml	200		0,00 €
3721	Soudure bouchon				
	a) diamètre ≤25	U	20		0,00 €
	b) diamètre >25	U	20		0,00 €
	<u>Fabrication, pose et soudage de plastrons</u>				
3722	Fourniture et pose de plastron d'épaisseur allant jusqu'à 4 mm en acier S235 JR, de dimensions diverses adaptées aux platines des prix 4814.	U	10		0,00 €
	<u>Fabrication et adaptation d'échelles a crinoline</u>				
3723	Fabrication d'échelles a crinoline	ml	15		0,00 €
3724	Adaptation / réadaptation d'échelles a crinoline	ml	15		0,00 €
	<u>Garde corps</u>				
3725	Garde-corps standard à main courante en tube	ml	50		0,00 €
3726	Garde-corps amovible	ml	50		0,00 €
3727	Portillon de sécurité pour garde-corps	U	5		0,00 €
	<b><i>Sous-total Eléments métalliques</i></b>				<b>- €</b>
<b>3.8</b>	<b>Démolition - Traitement de surface</b>				
3801	Démolition de béton armé par quantité :				
	a) Volume ≤ 0, 50 m³	m³	10		0,00 €
	b) Volume > 0, 50 m³	m³	10		0,00 €

3802	Démolition de béton non armé par quantité :				
a)	Volume $\leq 0, 10 \text{ m}^3$	$\text{m}^3$	10		0,00 €
b)	$0, 10 \text{ m}^3 < \text{Volume} \leq 0, 50 \text{ m}^3$	$\text{m}^3$	10		0,00 €
c)	Volume $> 0, 50 \text{ m}^3$	$\text{m}^3$	10		0,00 €
3803	Plus value au prix 4501 pour conservation des armatures				
a)	Volume $\leq 0, 10 \text{ m}^3$	$\text{m}^3$	10		0,00 €
b)	$0, 10 \text{ m}^3 < \text{Volume} \leq 0, 50 \text{ m}^3$	$\text{m}^3$	10		0,00 €
c)	Volume $> 0, 50 \text{ m}^3$	$\text{m}^3$	10		0,00 €
3804	Trous dans béton armé, de diamètre :				
a)	$\varnothing 10 \text{ à } 16 \text{ mm}$	dm	20		0,00 €
b)	$\varnothing 18 \text{ à } 24 \text{ mm}$	dm	10		0,00 €
c)	$\varnothing 26 \text{ à } 40 \text{ mm}$	dm	10		0,00 €
3805	Repiquage pour recherche d'armatures				
a)	surface verticale	$\text{dm}^2$	3000		0,00 €
b)	surface horizontale en plancher	$\text{dm}^2$	1500		0,00 €
c)	surface horizontale en plafond	$\text{dm}^2$	1000		0,00 €
3806	Fraisage d'éléments métalliques	$\text{m}^2$	200		0,00 €
3807	Application d'un revêtement pelable sur platines	$\text{m}^2$	200		0,00 €
	<b>Sous-total Démolition - Traitement de surface</b>				- €
3.9	<b>Scellements – Calages – Injections</b>				
3901	Remplissage au mortier a retrait compensé des carottages non utilisés de diamètre :				
a)	$\leq 100 \text{ mm}$	$\text{dm}^3$	2000		0,00 €
3902	Rebouchage au mortier lourd, d'un vide continu de section :				
b)	$\leq 4 \text{ dm}^2$	$\text{dm}^3$	1000		0,00 €
c)	$>4 \text{ dm}^2$	$\text{dm}^3$	1000		0,00 €
3903	Calage d'équipement au mortier a retrait compensé	$\text{dm}^3$	6000		0,00 €
3904	Mise en place d'un réseau Fuko VT1 : prix unitaire par traversée = 454,25 €/unité	U	15		0,00 €
3905	Test à l'air du réseau avec application d'un mille bulles	U	15		0,00 €
3906	Injection réseau FUKO				
a)	injection sur moulture	ml	50		0,00 €
b)	à la résine	ml	50		0,00 €
	<b>Sous-total Scellements – Calages – Injections</b>				0,00 €
<b>Total poste 3 : Travaux</b>					- €

<b>MONTANT TOTAL € H.T POSTES 1, 2 et 3</b>	<b>0,00 €</b>
---	---------------

**DECOMPOSITION DE LA PART ESTIMATIVE POUR PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET SUPPLEMENTAIRES**

**BORDEREAU DES PRIX COMPLEMENTAIRES (BPC)**

	N°	Profils (a renseigner par le soumissionnaire si necessaire)	Taux horaires € HT / h	Taux journalier € HT / jour	Scénario**	Montant	
<b>1. TAUX HORAIRE DE LA MAIN D'ŒUVRE</b>							
<b>1.1 Etudes</b>	1.1.1	Ingénieur d'études senior		0,00 €	20	0,00 €	
	1.1.2	Ingénieur d'études junior		0,00 €	10	0,00 €	
	1.1.3	Technicien d'études		0,00 €	1	0,00 €	
	1.1.4	Opérateur CAO/DAO		0,00 €	1	0,00 €	
	1.1.5				1		
<b>1.2 Fabrication et réalisation des travaux</b>	1.2.1	Conducteur de travaux		0,00 €	10	0,00 €	
	1.2.2	Chef de chantier		0,00 €	20	0,00 €	
	1.2.3	Ingénieur		0,00 €	1	0,00 €	
	1.2.4	Ouvrier		0,00 €	50	0,00 €	
	1.2.5	Ouvrier OHQ		0,00 €	50	0,00 €	
	1.2.6	Conducteur d'engins		0,00 €	10	0,00 €	
	1.2.7	Chauffeurs de Camions		0,00 €	10	0,00 €	
	1.2.8						
<b>1.3 Majoration de taux horaires en dehors de l'horaire normal</b>	1.3.1	Coeff. de majoration pour heure supplémentaire de nuit entre 21h et 6h			5%	0,00 €	scénario: 5% des activités
	1.3.2	Coeff. de majoration pour heure de samedi, dimanche et jour fériés (sans cumul avec les heures de nuit)			2%	0,00 €	scénario: 2% des activités
<b>1.4 Majoration pour travail en équipes postées (coefficients pour 2eme et 3eme équipe)</b>	1.4.1	Coeff pour travail en 2 équipes, applicable à la 2eme équipe			2%	0,00 €	scénario: 2% des activités
	1.4.2	Coeff pour travail en 3 équipes, applicable à la 3eme équipe			1%	0,00 €	scénario: 1% des activités
<b>2. COUT DE MOBILISATION / DEMOBILISATION, IMMOBILISATION DU CHANTIER</b>							
<b>COUT DE MOBILISATION / DEMOBILISATION, IMMOBILISATION DU CHANTIER</b>	2.1	Montant forfaitaire de démobilisation équipes, matériels et installations mobiles			25	0,00 €	
	2.2	Montant forfaitaire de mobilisation équipes, matériels et installations mobiles			25	0,00 €	
	2.3	Montant forfaitaire de démobilisation matériels et infrastructures non mobiles (base vie, installations fixes, etc...)			15	0,00 €	
	2.4	Montant forfaitaire de mobilisation matériels et infrastructures non mobiles (base vie, installations fixes, etc...)			15	0,00 €	
	2.5	Montant forfaitaire mensuel d'immobilisation et d'entretien des matériels non mobiles et infrastructures (base vie, installations fixes, etc...)			1	0,00 €	
	2.6	Coûts mensuels fixes d'encadrement de projet et de chantier			pm		
	2.7	Coûts mensuels fixes de matériels de chantier			pm		
	2.8	Coûts mensuels fixes des infrastructures non mobiles			pm		
	2.9	Coûts mensuels des frais de siège et de bénéfice			pm		
<i>(les prix 2.6 à 2.9 ci-dessus peuvent etre décomposés selon les différentes phases du chantier par le TITULAIRE)</i>							
<b>3. PRIX DES ETUDES COMPLEMENTAIRES</b>							
<b>3.1 Prix des travaux complémentaires au marché nécessitant de nouvelles</b>	3.1.1	Création d'un plan A0			10	0,00 €	
	3.1.2	Création d'un plan A3			50	0,00 €	
	3.1.3	Création d'un plan A4			10	0,00 €	

études	3.1.4	Rédaction d'une note de calcul			10	0,00 €
			<1/3 plan	<2/3 plan		
3.2 Prix des modifications des données d'entrée notifiées	3.2.1	Reprise d'un plan format A0			10	0,00 €
	3.2.2	Reprise d'un plan format A3			20	0,00 €
	3.2.3	Reprise d'une plan format A4			10	0,00 €
	3.2.4	Reprise d'une note de calcul			10	0,00 €
3.3 Documents divers	3.3.1	Constitution d'un dossier d'études d'organisation des travaux pour intervention			25	0,00 €
4. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES SOUS-TRAITEES						
	4.1				1	0,00 €

		Scénario (**)	Montant € H.T
Coefficient de peine et soin (%)		- €	0,00 €

MONTANT TOTAL € H.T	0,00 €
---------------------	--------

(\*\*) **QUANTITES** : données à titre indicatives, pour les besoins de comparaison des offres. Ne constitue en aucun cas un

A remplir par le soumissionnaire

## **Annexe 7 - COORDONNEES DU SOUMISSIONNAIRE**

Société :  
R.C.S :  
Siège social à :  
Représentée par :  
Agissant en qualité de :

**Le Service des marchés et achats du CEA peut contacter l'entreprise aux coordonnées ci-dessous :**

**Correspondant technique :**

Nom Prénom :  
N° Tél fixe :  
N° Tél mobile :  
N° Fax :  
Courriel :

**Correspondant commercial :**

Nom Prénom :  
N° Tél fixe :  
N° Tél mobile :  
N° Fax :  
Courriel :